

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), FRANÇOIS-ALEXANDRE GUAY, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Sainte-Mélanie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 16 décembre 2024

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	28
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	30
Situation financière par organismes	31
Charges par objets	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	44
Analyse des charges consolidées	56

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- 1 -

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Municipalité de Sainte-Mélanie**Opinion**

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Municipalité de Sainte-Mélanie**, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Municipalité de Sainte-Mélanie** au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers consolidés au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la **Municipalité de Sainte-Mélanie** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- j'obtiens des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Je suis responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assume l'entière responsabilité de mon opinion d'audit.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

PIERRE BRABANT CPA INC.

Par : Pierre Brabant, CPA auditeur
Saint-Charles-Borromée,
le 12 décembre 2024.

PIERRE BRABANT CPA INC.
SAINT-CHARLES-BORROMÉE, LE 12 DECEMBRE 2024

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations	
		2023	2022
Revenus			
Taxes	1	3 979 658	3 708 178
Compensations tenant lieu de taxes	2	11 054	10 992
Quotes-parts	3		
Transferts	4	873 156	494 175
Services rendus	5	281 667	308 063
Imposition de droits	6	445 824	472 989
Amendes et pénalités	7	11 201	22 353
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	130 945	68 563
Autres revenus	10	516 405	3 974
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	6 249 910	5 089 287
Charges			
Administration générale	14	956 459	868 030
Sécurité publique	15	632 066	593 373
Transport	16	1 423 215	1 340 992
Hygiène du milieu	17	926 718	1 125 225
Santé et bien-être	18	25 420	24 831
Aménagement, urbanisme et développement	19	746 385	281 319
Loisirs et culture	20	914 458	819 086
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	112 083	93 721
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	5 736 804	5 146 577
Excédent (déficit) de l'exercice	25	513 106	(57 290)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	12 405 916	12 463 206
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		
Solde redressé	28	12 405 916	12 463 206
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	12 919 022	12 405 916

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 532 723	1 603 453
Débiteurs (note 5)	2	3 380 431	3 399 590
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		439 543
	8	4 913 154	5 442 586
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	198 635	28 504
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	573 323	338 678
Revenus reportés (note 11)	12	2 139 539	1 924 076
Dette à long terme (note 12)	13	3 312 213	3 463 656
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	6 223 710	5 754 914
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(1 310 556)	(312 328)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	13 990 511	12 505 865
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	13 314	2 522
Stocks de fournitures	20	93 757	81 911
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	131 996	127 946
	23	14 229 578	12 718 244
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	12 919 022	12 405 916
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	12 919 022	12 405 916
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	12 919 022	12 405 916

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations	
		2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	513 106	(57 290)
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	2 180 466)	1 024 443)
Produit de cession	3	16 500	
Amortissement	4	615 819	658 437
(Gain) perte sur cession	5	(16 500)	
Réduction de valeur / Reclassement	6	80 001	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(1 484 646)	(366 006)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	(10 792)	(2 522)
Variation des stocks de fournitures	10	(11 846)	(11 330)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(4 050)	(6 899)
	13	(26 688)	(20 751)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		(1)
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(998 228)	(444 048)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(312 328)	131 720
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(312 328)	131 720
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(1 310 556)	(312 328)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	513 106	(57 290)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	615 819	658 437
Autres			
▪ Réduction de valeur / Reclassement	3.1	80 000	
	4	1 208 925	601 147
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	19 159	(670 860)
Autres actifs financiers	6	439 543	(439 543)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	234 645	(17 113)
Revenus reportés	8	215 463	805 187
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	(10 792)	(2 522)
Stocks de fournitures	11	(11 846)	(11 330)
Autres actifs non financiers	12	(4 050)	(6 899)
	13	2 091 047	258 067
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(2 180 466)	(1 024 443)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(2 180 466)	(1 024 443)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	220 300	604 284
Remboursement de la dette à long terme	25	(371 742)	266 159
Variation nette des emprunts temporaires	26	170 131	28 211
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
▪	28.1		
	29	18 689	366 336
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(70 730)	(400 040)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 603 453	2 003 493
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	1 603 453	2 003 493
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 532 723	1 603 453

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Sainte-Mélanie (ci-après " la Municipalité ") est un organisme municipal existant en vertu du Code Municipal du Québec (LRQ,c.C-27.1) et fait partie de la Municipalité régionale de comté de Joliette.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers [*consolidés*] de la Municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales [*par organismes*] présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé [*consolidé*] à des fins fiscales présentée aux pages S23 [*S15, S23*] et l'endettement total net à long terme [*consolidé*] présenté à la page S25.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant l'organisme qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des principes comptables généralement reconnus sont présentés aux états financiers consolidés selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la municipalité ne comprend aucun organisme périmunicipal.

La Municipalité présente des états financiers consolidés avec la Régie Intermunicipale du Parc Régional des Chutes-Monte-à-Peine-et-des-Dalles (ci-après " la Régie ").

b) Partenariats

La Régie a été consolidée sur la base de la consolidation proportionnelle selon le % détenu par la Municipalité, soit 33.33 %. Les transactions interorganimes et les soldes réciproques sont éliminés.

B) Comptabilité d'exercice

Base de présentation

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées par un encaissement ou par un déboursé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Municipalité, conformément aux normes comptables, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et des réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse, des placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à la date d'acquisition et le découvert bancaire.

D) Passifs

Revenus reportés

Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées et que les stipulations ne sont pas rencontrées. Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation, qui est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente d'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers consolidés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût à l'état consolidé de la situation financière à titre d'actifs non financiers. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Amortissement

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

- Infrastructures :
 - Usine d'épuration, réseaux d'eau et réseaux d'égouts : 40 ans
 - Chemins, rue et trottoirs : entre 15 ans et 30 ans
 - Système d'éclairage de rues : 20 ans
 - Parcs et terrains de jeux : 20 ans
- Bâtiments : 40 ans
- Véhicules : 10 ans
- Matériel informatique : 5 ans
- Mobilier de bureau et matériel et outillage : 10 ans

L'amortissement des immobilisations est inclus aux charges à l'état des résultats consolidés, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Au moment de la cession d'immobilisations corporelles, le gain ou la perte sur cession d'immobilisations corporelles est constaté à l'état des résultats.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés de la municipalité.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. La réduction est comptabilisée comme charge de l'exercice à l'état consolidé des résultats. Aucune reprise de valeur ne peut être comptabilisée ultérieurement.

F) Revenus

Constatations des revenus

Les revenus de transferts sont constatés à l'état des résultats consolidés lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées conformément au chapitre SP3410 - Paiements de transferts du Manuel de comptabilité pour le secteur public de l'ICCA.

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt du rôle de perception initial et spécial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés à partir des certificats émis par l'évaluateur et qui ont un effet rétroactif pour l'année visée par les états financiers consolidés. Ces certificats émis par l'évaluateur doivent être disponibles à la date du rapport de l'auditeur indépendant.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats lorsque les services sont rendus, qu'ils donnent lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Le produit de cession d'immobilisations corporelles est comptabilisé à la date de l'acte de transfert. Le critère de constatation correspond à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées et à payer en fin d'exercice par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créateurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Appariement de l'encaissement de la subvention à recevoir de Québec avec le remboursement du capital sur la dette du règlement 588-2018.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Municipalité comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Municipalité sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers)

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Municipalité détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une dépréciation objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

Excédent (déficit) de fonctionnement affecté

L'excédent (déficit) de fonctionnement affecté correspond à la partie du surplus dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant les excédents de fonctionnement non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliation à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Fonds réservés

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

- Le fonds réservé - Fond de roulement est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Municipalité d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisation. Les sommes doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement. La Municipalité possède un fonds de roulement dont le capital autorisé est fixé à 176 180 \$. Au cours du prochain exercice, la municipalité devra rembourser la partie utilisée qui est établie à 0 \$.
- Le fonds réservé - Solde disponible des règlements d'emprunt fermés est constitué des soldes résiduels et peut être utilisé aux fonds de nouveaux règlements d'emprunts.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur la municipalité.

Le 1er janvier 2023, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Municipalité comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de la mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Municipalité qui font encore ou non l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Municipalité doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies:

- Il existe une obligation juridique qui oblige l'organisme municipal à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'évènement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

La Municipalité n'a comptabilisé aucune obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles au 31 décembre 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Adoption initiale - Instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

Le 1er janvier 2023, la Municipalité a adopté les exigences des nouveaux chapitres SP 1201, *Présentation des états financiers*, et SP 3450, *Instruments financiers*, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022.

Le chapitre SP 3450 établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Les principaux éléments de ce nouveau chapitre sont les suivants :

- Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur, ou coût ou coût après amortissement;
- La quasi-totalité des dérivés, y compris les dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, sont évalués à la juste valeur;
- L'évaluation à la juste valeur s'applique également aux placements de portefeuille dans des titres de capitaux propres qui sont cotés sur un marché actif;
- Les autres actifs financiers et passifs financiers sont de façon générale évalués au coût ou au coût après amortissement;
- Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation;
- Il n'est pas nécessaire de présenter une comparaison des montants réels et des montants budgétés dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation;
- Lorsque l'entité définit et met en œuvre une stratégie de gestion des risques ou de placement afin de gérer et d'évaluer la performance d'un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou des deux en fonction de la juste valeur, elle peut choisir d'inclure ces éléments dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur;
- De nouvelles exigences clarifient quand les passifs financiers sont décomptabilisés;
- La compensation d'un passif financier et d'un actif financier est interdite en l'absence d'un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et de l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément;
- De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées.

Le chapitre SP 1201 prévoit un nouvel état financier (l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation) pour la comptabilisation des gains et pertes de réévaluation et prévoit que l'excédent ou le déficit accumulé présenté à l'état consolidé de la situation financière correspond à l'excédent ou au déficit accumulé lié aux activités et aux gains et pertes de réévaluation cumulés.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022, ont fait l'objet d'une application prospective et, en conséquence, les montants comparatifs au 31 décembre 2022 et pour l'exercice terminé à cette date sont présentés conformément aux méthodes comptables appliquées par la Municipalité avant l'adoption de ces nouveaux chapitres. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur la valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers de la Municipalité au 1er janvier 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 506 423	1 589 819
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪ Régie	3.1	26 300	13 634
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 532 723	1 603 453
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 532 723	1 603 453
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	248 036	245 270
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux excédents affectés, aux fonds réservés, aux revenus reportés grevés d'origine externe et du financement des investissements en cours.

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	437 861	398 413
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	2 350 870	2 699 344
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	362 046	162 972
Organismes municipaux	13	155 867	135 027
Autres			
▪ Régie	14.1	73 787	3 834
	15	3 380 431	3 399 590
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 550 208	1 670 308
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 550 208	1 670 308
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	1 490	1 657
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	2 063 817	2 673 559
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		13 833
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	287 053	11 952
	27	2 350 870	2 699 344

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,34 % à 4,48 % au 31 décembre 2023 (1,34 % à 4,48 % au 31 décembre 2022) et viennent à échéance au plus tard en 2043.

6. Prêts

	2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28	
Prêts à un fonds d'investissement	29	
Autres		
▪	30.1	
	31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	

Note

S.O.

7. Placements de portefeuille

	2023	2022
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
	35	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37	

Note

S.O.

8. Autres actifs financiers

	2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38	439 543
Autres	39	
	40	439 543

Note

S.O.

9. Emprunts temporaires

La Municipalité dispose d'une marge de crédit d'un montant de 500 000\$ portant intérêt au taux préférentiel plus 0,50% (7,70 % au 31 décembre 2023, 6,95 % en 2022). Au 31 décembre 2023, le solde est inutilisé.

La Régie dispose d'un emprunt bancaire, d'un montant maximal autorisé de 150 000 \$, porte intérêt au taux de 7,20 %.

Un second emprunt bancaire, d'un montant maximal autorisé de 1 096 446 \$, porte intérêt au taux de 7,20 %, cet emprunt sert au financement temporaire du règlement 017-2023 de la régie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	324 213	178 759
Salaires et avantages sociaux	42	108 482	112 692
Dépôts et retenues de garantie	43	116 472	
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts courus	45.1	7 936	7 702
▪ Régie	45.2	16 220	39 525
	46	573 323	338 678

Note

S.O.

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	23 185	15 425
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	74 122	71 106
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Régie	60.1	1 333	
▪ Fonds de voirie locale	60.2	1 762 576	1 404 472
▪ Subv. TECQ 19-24	60.3	186 602	433 073
▪ Loisir	60.4	425	
▪ Manoir Panet	60.5	18 240	
▪ FRR	60.6	69 758	
▪ PEPPSEP	60.7	3 298	
	61	2 139 539	1 924 076

Note

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,45	5,00	2024	2029	62	3 312 213	3 318 416
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		145 240
Autres					69		
					70	3 312 213	3 463 656
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	()
					72	3 312 213	3 463 656

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		242 117			242 117
2025	74		245 105			245 105
2026	75		252 320			252 320
2027	76		261 230			261 230
2028	77		255 740			255 740
2029 et plus	78		2 055 701			2 055 701
	79		3 312 213			3 312 213
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	()
	81		3 312 213			3 312 213

Note

s/o

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	53 950
Régimes de retraite des élus municipaux	89	51 277
	90	53 950
		51 277

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

S.O.

14. Autres passifs

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98	() ()
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	6 050 695	12 950	32 058	6 031 587
Eaux usées	103	270 101			270 101
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	7 900 362	421 115	71 403	8 250 074
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	105.1	550 761	30 499		581 260
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	2 671 987	35 480	51 695	2 655 772
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	328 262	37 641	158 184	207 719
Ameublement et équipement de bureau	110	131 194	10 279	19 044	122 429
Machinerie, outillage et équipement divers	111	283 949	44 662		328 611
Terrains	112	352 791		(62 365)	415 156
Autres	113	816 003	129 726	356 988	588 741
	114	19 356 105	722 352	627 007	19 451 450
Immobilisations en cours	115	14 363	1 458 114		1 472 477
	116	19 370 468	2 180 466	627 007	20 923 927
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	1 622 233	150 770	32 058	1 740 945
Eaux usées	118	218 997	6 752		225 749
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	2 982 516	274 974	71 403	3 186 087
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	120.1	201 040	29 065		230 105
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	1 039 242	66 393	51 695	1 053 940
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	95 632	18 730	15 818	98 544
Ameublement et équipement de bureau	125	81 519	18 266	19 044	80 741
Machinerie, outillage et équipement divers	126	113 467	32 851		146 318
Autres	127	509 957	18 018	356 988	170 987
	128	6 864 603	615 819	547 006	6 933 416
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	12 505 865			13 990 511
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130	158 184		158 184	
Amortissement cumulé	131	(15 818)		(15 818)	
Valeur comptable nette	132	142 366			

Note

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135	13 314	442 065
	136	13 314	442 065
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		439 543
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	13 314	2 522

Note

Le produit de cession des propriétés destinées à la revente constaté au cours de l'exercice s'établit à 379 488 \$, le solde du coût moins le produit de disposition pour un montant de 62 365 \$ a été comptabilisé au coût du terrain conservé à des fins municipales.

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	144.1	116 880	107 366
Autres			
▪ Frais d'escompte	145.1	8 416	16 160
▪ Régie	145.2	6 700	4 420
	146	131 996	127 946

Note

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

19. Obligations contractuelles**QUOTES-PARTS VERSÉES À LA M.R.C. :**

La municipalité est membre de la Municipalité régionale de comté de Joliette. De ce fait, elle doit assumer sa part des charges de cet organisme.

RÉGIE INTERMUNICIPALE DU PARC RÉGIONAL DES CHUTES-MONTE-À-PEINE-ET-DES-DALLES :

La Municipalité est membre, avec deux autres municipalités, d'une régie intermunicipale qui a pour but la mise en valeur du site des Chutes-Monte-à-Peine-et-des-Dalles. La quote-part assumée par la Municipalité est de 78 030 \$ en 2023. L'exercice terminé au 31 décembre 2023 de la régie est déficitaire par 82 589 \$. La part de la Municipalité dans ce déficit est de 27 530\$ et, conformément à l'article 614 du Code municipal du Québec, ce déficit sera à pourvoir au budget l'année suivante.

PARTICIPATION AU DÉFICIT DE L'OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION :

La municipalité s'est engagée en vertu d'une convention avec la Société d'habitation du Québec à participer financièrement à 10,00 % du déficit annuel d'exploitation de l'Office Municipal d'Habitation situé à Sainte-Mélanie.

PARTICIPATION AU PROGRAMME DE SUPPLÉMENT AU LOYER :

La Municipalité s'est engagée en vertu d'une convention avec la Société d'habitation du Québec à participer financièrement à 10,00 % au programme de supplément au loyer à partir de juin 2020 au 31 mars 2023.

ENTENTES :

La Municipalité s'est engagée par des contrats d'entretien ménager, d'enlèvement de la neige, de service d'incendie, de refonte réglementaire d'urbanisme et de location d'équipement et de logiciel, échéant jusqu'en 2030, à verser une somme totale de 2 507 998 \$ durant cette période.

2024	636 536 \$
2025	620 567
2026	260 008
2027	237 384
2028	243 938
2029 et suivantes	<u>509 565</u>
	<u>2 507 998 \$</u>

TRAVAUX EN COURS :

Travaux de prolongement de l'aqueduc du domaine Carillon :

- La Municipalité s'est engagée pour un total de 807 529 \$ envers un entrepreneur et des firmes d'ingénieurs pour des travaux de prolongement de l'aqueduc du domaine Carillon et des services professionnels. La Municipalité est autorisée à dépenser 1 085 453 \$ selon le règlement d'emprunt 647-2022. Au 31 décembre 2023, un montant cumulatif de 759 803 \$ est comptabilisé aux livres.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Travaux pour le bouclage de l'aqueduc du village :

- La Municipalité s'est engagée pour un total de 672 175 \$ envers un entrepreneur et des firmes d'ingénieurs pour des travaux de bouclage de l'aqueduc du village et des services professionnels. La Municipalité est autorisée à dépenser 728 081 \$ selon le règlement d'emprunt 667-2023, qui modifie le règlement d'emprunt 651-2023. Au 31 décembre 2023, un montant cumulatif de 35 453 \$ est comptabilisé aux livres.

Travaux pour divers ponceaux :

- La Municipalité s'est engagée pour un total de 1 927 106 \$ envers un entrepreneur et des firmes d'ingénieurs pour des travaux et des services professionnels sur divers ponceaux. La Municipalité est autorisée à dépenser 2 067 883 \$ selon le règlement d'emprunt 655-2023. Au 31 décembre 2023, un montant cumulatif de 694 330 \$ est comptabilisé aux livres.

20. Droits contractuels

BAUX COMMERCIAUX

La Municipalité a conclu un contrat de location de local échéant au 28 février 2026, prévoyant la perception de loyer totalisant 21 926 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des prochains exercices s'élèvent à 3 610 \$ en 2024, 3 610 \$ en 2025 et 903 \$ en 2026.

La Municipalité a aussi conclu un contrat de location de local à durée indéterminée, prévoyant la perception de loyer de 2 000 \$ en 2023.

SUBVENTION POUR LES BORNES ÉLECTRIQUES

Dans le cadre d'un programme de subvention pour le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques, Hydro-Québec s'est engagée à verser une somme de 48 000 \$ à la Municipalité pour l'installation de 4 bornes de recharge. Au 31 décembre 2023, un montant de 25 439 \$ a été comptabilisé à titre de revenus (22 561 \$ en 2022). Les dépenses cumulatives au 31 décembre 2023 s'élèvent à 53 118 \$.

SUBVENTION PRABAM

Dans le cadre d'un programme d'aide financière pour les bâtiments municipaux (PRABAM), le gouvernement du Québec s'est engagé à verser une somme de 143 083 \$ à la Municipalité pour la réalisation de petits projets concernant les bâtiments municipaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 mai 2024. Au 31 décembre 2023, un montant de 43 988 \$ (30 201 \$ en 2022) a été comptabilisé à titre de revenus. Les dépenses cumulatives au 31 décembre 2023 s'élèvent à 74 189 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

SUBVENTION PAVL

Dans le cadre d'un programme d'aide à la voirie locale (PAVL), Volet Redressement, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser une somme de 1 198 641 \$ à la Municipalité pour la réfection de sept ponceaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 mars 2025. Au 31 décembre 2023, aucun montant n'a été comptabilisé à titre de revenus. Les dépenses cumulatives au 31 décembre 2023 s'élèvent à 694 330 \$.

SUBVENTION TECQ

Dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2019-2023, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser une somme de 1 736 550 \$ répartis sur cinq ans à la municipalité pour des travaux d'infrastructures. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2023, un montant cumulatif de 479 780 \$ a été comptabilisé à titre de revenus et un montant de 185 990\$ à été comptabilisé à titre de revenus reportés. Le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2019-2023 a été prolongé jusqu'en 2024.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites**Régie**

Au cours de l'exercice, une poursuite a été intentée contre la régie par un ancien employé qui allègue avoir subi des dommages en lien avec la fin de son emploi. La régie a contesté ces réclamations. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers consolidés.

D) Autres

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Municipalité.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Municipalité est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Municipalité juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Municipalité analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs de la Municipalité représente son exposition maximale au risque de crédit.

Il n'y a aucun actif financier déprécié ni en souffrance aux 31 décembre 2023 et 2022.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Municipalité au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe et variable sont les placements portefeuille et les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La Municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2022) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Municipalité est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Municipalité est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Municipalité dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Municipalité établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Moins de 1 an \$	De 1 à 3 ans \$	De 3 à 5 ans \$	Total \$
Créditeurs et charges à payer	557 103	-	-	557 103
Dettes à long terme	242 117	758 655	2 311 441	3 312 213
Total	799 220	758 655	2 311 441	3 869 316

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 708 178	3 962 198	3 979 658			3 979 658
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 992	9 760	11 054			11 054
Quotes-parts	3					78 030	
Transferts	4	371 410	256 414	463 305		14 116	477 421
Services rendus	5	197 338	147 018	198 230		83 437	281 667
Imposition de droits	6	472 989	378 409	445 824			445 824
Amendes et pénalités	7	22 353	14 000	11 201			11 201
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	68 527	6 500	130 920		25	130 945
Autres revenus	10			398 861		4 579	403 440
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	4 851 787	4 774 299	5 639 053		180 187	5 741 210
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	101 710		303 182		92 553	395 735
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18			112 965			112 965
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	101 710		416 147		92 553	508 700
	22	4 953 497	4 774 299	6 055 200		272 740	6 249 910
Charges							
Administration générale	23	814 492	945 641	911 373	45 086		956 459
Sécurité publique	24	593 373	646 277	632 066			632 066
Transport	25	1 000 998	1 216 713	1 093 977	329 238		1 423 215
Hygiène du milieu	26	956 852	801 741	759 355	167 363		926 718
Santé et bien-être	27	24 831	27 766	25 420			25 420
Aménagement, urbanisme et développement	28	295 003	358 641	822 204	2 211		746 385
Loisirs et culture	29	561 145	631 755	642 932	53 903	217 623	914 458
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	88 796	105 341	105 414		6 669	112 083
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	640 776		597 801	(597 801)		
	34	4 976 266	4 733 875	5 590 542		224 292	5 736 804
Excédent (déficit) de l'exercice	35	(22 769)	40 424	464 658		48 448	513 106

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(22 769)	40 424	464 658	513 106
Moins : revenus d'investissement	2	(101 710)	()	(416 147)	(508 700)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(124 479)	40 424	48 511	4 406
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	640 776		597 801	615 819
Produit de cession	5			16 500	16 500
(Gain) perte sur cession	6			(16 500)	(16 500)
Réduction de valeur / Reclassement	7			80 001	80 001
	8	640 776		677 802	695 820
Propriétés destinées à la vente					
Coût des propriétés vendues	9			379 488	379 488
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11			379 488	379 488
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	(148 468)	(108 924)	(106 402)	(106 402)
	18	(148 468)	(108 924)	(106 402)	(106 402)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(207 481)	(25 000)	(313 426)	(316 417)
Excédent (déficit) accumulé				2 991	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	5 995		105 334	105 334
Excédent de fonctionnement affecté	21	205 717	93 500	173 657	173 657
Réserves financières et fonds réservés	22	340 615		13 766	13 766
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				1 549
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				1 549
	25	344 846	68 500	(20 669)	(22 111)
	26	837 154	(40 424)	930 219	946 795
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	712 675		978 730	951 201

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus d'investissement	1	101 710	416 147	92 553	508 700
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	457 738)(	43 449)(	)	( 43 449)
Sécurité publique	3 ())))
Transport	4 (	371 579)(	1 175 859)(	)	( 1 175 859)
Hygiène du milieu	5 (	125 366)(	800 933)(	)	( 800 933)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ())))
Loisirs et culture	8 (	34 996)(	30 499)(	129 726)(	( 160 225)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	989 679)(	2 050 740)(	129 726)(	( 2 180 466)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	442 065)(	13 102)(	)	( 13 102)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 ())))
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	604 284	220 300		220 300
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	207 481	313 426	2 991	316 417
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	492 595			
Excédent de fonctionnement affecté	17	17 377	23 070		23 070
Réserves financières et fonds réservés	18				
	19	717 453	336 496	2 991	339 487
	20	(110 007)	(1 507 046)	(126 735)	(1 633 781)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(8 297)	(1 090 899)	(34 182)	(1 125 081)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022		2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 589 819	1 506 423	26 300	1 532 723
Débiteurs (note 5)	2	3 395 756	3 306 644	73 787	3 380 431
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7	439 543			
	8	5 425 118	4 813 067	100 087	4 913 154
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10			198 635	198 635
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	299 153	557 103	16 220	573 323
Revenus reportés (note 11)	12	1 924 076	2 138 206	1 333	2 139 539
Dettes à long terme (note 12)	13	3 463 656	3 312 213		3 312 213
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	5 686 885	6 007 522	216 188	6 223 710
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(261 767)	(1 194 455)	(116 101)	(1 310 556)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	12 199 818	13 572 757	417 754	13 990 511
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 522	13 314		13 314
Stocks de fournitures	20	81 911	93 757		93 757
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	123 526	125 296	6 700	131 996
	23	12 407 777	13 805 124	424 454	14 229 578
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	872 838	1 598 252	(73 670)	1 524 582
Excédent de fonctionnement affecté	25	241 235	101 578		101 578
Réserves financières et fonds réservés	26	190 324	184 596	(1 549)	183 047
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(21 144 ) (	20 159 ) (	) (	20 159)
Financement des investissements en cours	28	(6 924)	(1 097 823)	(34 182)	(1 132 005)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	10 869 681	11 844 225	417 754	12 261 979
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	12 146 010	12 610 669	308 353	12 919 022
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	1 310 620	1 226 883	1 226 883	1 122 463
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	293 586	247 564	247 564	241 227
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	2 059 102	2 002 373	2 002 373	2 080 601
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	100 841	100 167	100 167	84 154
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	4 500	5 247	11 916	9 567
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	583 084	577 771	577 771	530 962
Transferts	15				
Autres	16	194 226	176 963	176 263	182 574
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19				640 776
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Générales	21.1	173 126	560 681	560 681	39 103
Régie	21.2			209 265	197 490
Divers	21.3	14 790	692 893	623 921	17 660
	22	4 733 875	5 590 542	5 736 804	5 146 577

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 524 582	826 697
Excédent de fonctionnement affecté	2	101 578	241 235
Réserves financières et fonds réservés	3	183 047	190 324
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(20 159)	(21 144)
Financement des investissements en cours	5	(1 132 005)	(6 924)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	12 261 979	11 175 728
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	12 919 022	12 405 916
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 598 252	872 838
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(73 670)	(46 141)
	11	1 524 582	826 697
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget exercice et suivant	12.1		51 500
▪ Rés. égout et station pompage	12.2		
▪ Réseau d'eau	12.3	3 201	
▪ Hon. prof. et autres dépenses	12.4	88 377	184 735
▪ Fond élections	12.5	10 000	5 000
	13	101 578	241 235
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	101 578	241 235

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	176 180
Organismes contrôlés et partenariats	22	174 164
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	
Autres		
▪ Frais de refinancement	30.1	8 416
▪ DEP. DE FONCTIONNEMENT A FINANCER	30.2	(1 549)
	31	183 047
	32	190 324
	183 047	190 324

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres		
▪ Montant à pourvoir	44.1 (	20 159)(
	45 (	20 159)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres		
▪	50.1 ()(
	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres		
▪	56.1 ()(
	57 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres		
▪	62.1	
	63	
	64 (	20 159)(
		21 144)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 1 373	1 373
Investissements à financer	66 (1 133 378)(	8 297)
	67 (1 132 005)	(6 924)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 13 990 511	12 505 865
Propriétés destinées à la revente	69 13 314	442 065
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 14 003 825	12 947 930
Ajustements aux éléments d'actif	74	21 144
	75 14 003 825	12 969 074
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (3 312 213)(	3 463 656)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 ())
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 1 550 208	1 670 308
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80 20 159	
	81 (1 741 846)(	1 793 348)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ()	(2))
	83 (1 741 846)(	1 793 346)
	84 12 261 979	11 175 728

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S/O

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	()
Rendement espéré des actifs	85	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Depuis 2008, les employés permanents de la Municipalité bénéficient d'un REER collectif dans lequel la Municipalité participe en parts égales à celles des employés. En 2023, l'employeur donne la valeur de 4.5 % du salaire pour chaque employé permanent, et ceux-ci donnent le même pourcentage à partir de la fin de la probation jusqu'au 4e anniversaire d'embauche. Du 4e anniversaire d'embauche jusqu'au 6e, la valeur est de 5.5 % du salaire. Du 7e anniversaire d'embauche jusqu'au 9e, la valeur est de 6.5 %. Du 10e anniversaire d'embauche jusqu'au 19e, la valeur est de 7.5 %. Du 20e anniversaire d'embauche et plus, la valeur est de 8.5 %.

Depuis 2022, les employés cadres de la Municipalité bénéficient d'un REER collectif dans lequel la Municipalité participe en parts égales à celles des employés. En 2023, l'employeur donne la valeur de 7 % (8 % pour le directeur général) du salaire pour chaque employé permanent, et ceux-ci donnent le même pourcentage à partir de la fin de la probation.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	51 277
Autres régimes	115	
	116	53 950

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	

Description du régime

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	3 053 356	3 074 635	3 074 635	2 845 882
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	7 600	41 237	41 237	7 721
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	3 060 956	3 115 872	3 115 872	2 853 603
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	179 990	181 181	181 181	157 566
Égout	13	81 840	81 118	81 118	73 718
Traitement des eaux usées	14	15 868	15 816	15 816	13 063
Matières résiduelles	15	351 420	359 203	359 203	349 287
Autres					
▪ Tarification roulotte	16.1	1 320	1 250	1 250	1 320
▪ Myriophyle et abat-poussière	16.2	22 047	23 589	23 589	23 472
▪ Relevé sanitaire	16.3	128 757	65 386	65 386	72 023
Centres d'urgence 9-1-1	17		16 001	16 001	16 809
Service de la dette	18	120 000	118 585	118 585	147 317
Pouvoir général de taxation	19		1 657	1 657	
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	901 242	863 786	863 786	854 575
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	901 242	863 786	863 786	854 575
	27	3 962 198	3 979 658	3 979 658	3 708 178

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	9 760	11 054	11 054
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	9 760	11 054	11 054
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	9 760	11 054	11 054
				10 992

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	2 000	2 137	25 048
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	105 524	129 207	124 222
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			
Réseau de distribution de l'eau potable	63	17 094	52 062	35 636
Traitement des eaux usées	64		73 023	31 226
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71	16 796	16 797	16 540
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80	43 988	43 988	30 201
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81		14 116	
Activités culturelles				
Bibliothèques	82			
Autres	83			
Réseau d'électricité	84			
	85	141 414	317 214	331 330
				262 873

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			79 149
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91	277 743	277 743	
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93	25 439	25 439	22 561
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			
Réseau de distribution de l'eau potable	102			
Traitement des eaux usées	103			
Réseaux d'égout	104			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120		92 553	
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124	303 182	395 735	101 710

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	85 000	95 093	95 093
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	30 000	50 998	50 998
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	115 000	146 091	146 091
TOTAL DES TRANSFERTS	136	256 414	766 487	873 156
				129 592
				494 175

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi		137		
Évaluation		138		
Autres		139		
		140		
Sécurité publique				
Police		141		
Sécurité incendie		142		
Sécurité civile		143		
Autres		144		
		145		
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale		146		
Enlèvement de la neige		147		
Autres		148		
Transport collectif		149		
Autres		150		
		151		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		152		
Réseau de distribution de l'eau potable		153		
Traitement des eaux usées		154		
Réseaux d'égout		155		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés		156		
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport		157		
Tri et conditionnement		158		
Autres		159		
Autres		160		
Cours d'eau		161		
Protection de l'environnement		162		
Autres		163		
		164		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170	10 000	10 000	10 000
Autres	171	3 918	6 791	4 068
	172	13 918	16 791	14 068
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173		29 372	29 372
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176		29 372	29 372
Réseau d'électricité	177			
	178	13 918	46 163	14 068

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	12 800	24 274	24 274
	182	12 800	24 274	24 274
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186		499	499
	187		499	499
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190	15 000	20 229	20 229
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	15 000	20 229	20 229
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198			
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201	750	1 209	1 209
Matières recyclables	202			
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	750	1 209	1 209

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212	1 000	1 000	1 000
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216	1 000	1 000	1 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	103 550	104 856	188 293
Activités culturelles				
Bibliothèques	218			
Autres	219			
	220	103 550	104 856	188 293
Réseau d'électricité	221			
	222	133 100	152 067	235 504
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	147 018	198 230	281 667
				308 063

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	17 500	19 015	20 890
Droits de mutation immobilière	225	130 500	188 140	156 828
Droits sur les carrières et sablières	226	230 409	238 669	295 271
Autres	227			
	228	378 409	445 824	472 989
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	14 000	11 201	22 353
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	6 500	130 920	68 563
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		16 500	16 500
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234		379 488	379 488
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239		112 965	112 965
Redevances réglementaires	240			
Autres	241		2 873	3 974
	242		511 826	516 405
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	93 945	100 843		100 843	100 843	102 004
Greffe et application de la loi	2	5 512	4 862		4 862	4 862	4 651
Gestion financière et administrative	3	666 478	620 666	45 086	665 752	665 752	600 572
Évaluation	4	64 137	63 802		63 802	63 802	64 158
Gestion du personnel	5						
Autres							
▪ Dépenses générales	6.1	115 569	121 200		121 200	121 200	96 645
	7	945 641	911 373	45 086	956 459	956 459	868 030
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	371 498	371 498		371 498	371 498	347 195
Sécurité incendie	9	202 633	202 766		202 766	202 766	189 749
Sécurité civile	10	69 314	53 815		53 815	53 815	53 934
Autres	11	2 832	3 987		3 987	3 987	2 495
	12	646 277	632 066		632 066	632 066	593 373
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	13	656 503	513 468	303 593	817 061	817 061	841 867
Enlèvement de la neige	14	443 843	471 379	25 645	497 024	497 024	414 695
Éclairage des rues	15	12 500	15 062		15 062	15 062	12 062
Circulation et stationnement	16	29 000	19 201		19 201	19 201	19 517
Transport collectif							
Transport en commun	17	74 867	74 867		74 867	74 867	52 852
Transport aérien	18						
Transport par eau	19						
Autres	20						(1)
	21	1 216 713	1 093 977	329 238	1 423 215	1 423 215	1 340 992

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	225 807	221 244		221 244	147 138
Réseau de distribution de l'eau potable	23	15 720	224	160 611	160 835	166 035
Traitement des eaux usées	24	102 418	86 312	6 752	93 064	367 970
Réseaux d'égout	25	3 500				
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	54 458	46 044		46 044	48 173
Élimination	27	65 700	64 361		64 361	56 972
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	92 333	95 834		95 834	89 103
Tri et conditionnement	29					
Matières organiques						
Collecte et transport	30	80 702	73 814		73 814	69 556
Traitement	31	25 000	27 905		27 905	25 887
Matériaux secs						
Autres	33	29 187	29 187		29 187	32 222
Plan de gestion						
Autres	35	7 319	7 319		7 319	7 530
Cours d'eau	36	27 247	25 570		25 570	24 919
Protection de l'environnement	37					
Autres	38	72 350	81 541		81 541	89 720
	39	801 741	759 355	167 363	926 718	1 125 225
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40	26 000	23 654		23 654	22 501
Sécurité du revenu	41					
Autres	42	1 766	1 766		1 766	2 330
	43	27 766	25 420		25 420	24 831

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	44	311 392	330 285	2 211	332 496	332 496	254 923
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	45						
Autres biens	46		379 488		379 488	379 488	
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	47	47 249	112 431		112 431	34 401	26 396
Tourisme	48						
Autres	49						
Autres	50						
	51	358 641	822 204	2 211	824 415	746 385	281 319
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	52	57 472	69 410		69 410	69 410	54 658
Patinoires intérieures et extérieures	53	14 220	7 896		7 896	7 896	10 897
Piscines, plages et ports de plaisance	54						
Parcs et terrains de jeux	55	346 584	324 008	47 209	371 217	371 217	371 467
Parcs régionaux	56					217 623	180 387
Expositions et foires	57						
Autres	58	17 307	16 252		16 252	16 252	19 898
	59	435 583	417 566	47 209	464 775	682 398	637 307
Activités culturelles							
Centres communautaires	60						
Bibliothèques	61	97 982	96 187	6 694	102 881	102 881	102 336
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	62						
Autres ressources du patrimoine	63	63 290	94 525		94 525	94 525	47 864
Autres	64	34 900	34 654		34 654	34 654	31 579
	65	196 172	225 366	6 694	232 060	232 060	181 779
	66	631 755	642 932	53 903	696 835	914 458	819 086

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	68	91 841	92 422		92 422	92 422	74 955
Autres frais	69	9 000	7 745		7 745	7 745	9 199
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	70						
Autres	71	4 500	5 247		5 247	11 916	9 567
	72	105 341	105 414		105 414	112 083	93 721
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74		597 801 (	597 801)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2023	Réalisations
		2023	2023	2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	798 623	798 623	125 366
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 093 556	1 093 556	97 923
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	30 499	30 499	34 996
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	35 480	35 480	383 934
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	37 641	37 641	158 184
Ameublement et équipement de bureau	18	10 279	10 279	23 076
Machinerie, outillage et équipement divers	19	44 662	44 662	101 109
Terrains	20			65 091
Autres	21		129 726	34 764
	22	2 050 740	2 180 466	1 024 443

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	12 950	12 950	125 366
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	1 124 055	1 124 055	132 919
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	785 673	785 673	
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	128 062	257 788	766 158
	12	2 050 740	2 180 466	1 024 443

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 793 347	220 300	251 642	1 762 005
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6				
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 793 347	220 300	251 642	1 762 005
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 670 308		120 100	1 550 208
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 670 308		120 100	1 550 208
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	1 670 308		120 100	1 550 208
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 670 308		120 100	1 550 208
	19	3 463 655	220 300	371 742	3 312 213
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21	1			
Dette à long terme	22	3 463 656	220 300	371 742	3 312 213

Note

S/O

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	3 312 213
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 099 196
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 550 208
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	2 861 201
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	2 861 201
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	2 861 201
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 861 201
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2	63 137	63 137	63 116
Autres	3	50 783	50 782	50 091
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7	852	852	872
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	74 867	74 867	52 852
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	7 500	11 944	5 607
Matières résiduelles	12	346 199	336 446	320 776
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17	1 766	1 766	2 330
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	11 090	11 090	10 093
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	19 030	19 030	17 876
Autres	21	7 219	7 219	6 315
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	507	504	513
Activités culturelles	23	134	134	521
Réseau d'électricité	24			
	25	583 084	577 771	530 962

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023*Non audité*

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 050 740	989 679
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 050 740	989 679

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	4,00	35,00	5 872,75	332 753	70 370	403 123
Professionnels	2						
Cols blancs	3	10,76	36,00	20 229,00	573 869	114 130	687 999
Cols bleus	4	4,23	40,00	7 695,00	255 306	59 422	314 728
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	18,99		33 796,75	1 161 928	243 922	1 405 850
Élus	9	7,00			64 955	3 642	68 597
	10	25,99			1 226 883	247 564	1 474 447

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	52 062				52 062
Traitement des eaux usées	4	22 314		50 709		73 023
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	338 220	110 309	192 873		641 402
	7	412 596	110 309	243 582		766 487

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	34 282	13 841
	4	34 282	13 841
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	11 458	12 809
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	11 458	12 809
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	59 674	62 146
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	59 674	62 146
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	105 414	88 796

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
LOUIS FREYD	1.1 Maire	15 065	7 532	12 187	6 094
JEAN-FRANÇOIS GAUTHIER	1.2 Conseiller	5 021	2 511		
DANIEL RICHER	1.3 Conseiller	3 348	1 674		
ELIE MARSAN-GRAVEL	1.4 Conseiller	419	209		
EVENS LANDREVILLE-NADEAU	1.5 Conseiller	5 021	2 511		
MARIE-FRANCE BOUCHARD	1.6 Conseiller	5 021	2 511		
MICHEL BERNIER	1.7 Conseiller	5 021	2 511		
KARINE SÉGUIN	1.8 Conseiller	5 021	2 511		

Note

S.O.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 176 180 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 596 773 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 2 266 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 188 140 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023	43	_____ \$
10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du <i>Volet entretien du réseau local</i> (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD	44	_____ 98 321 \$
Total des frais encourus admissibles au volet ERL :		
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)		
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	45	_____ 471 379 \$
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été		
Systèmes de sécurité	46	_____ \$
Chaussées pavées - entretien préventif	47	_____ \$
Chaussées pavées - entretien palliatif	48	_____ 103 649 \$
Chaussées en gravier - entretien préventif	49	_____ \$
Chaussées en gravier - entretien palliatif	50	_____ \$
Systèmes de drainage	51	_____ \$
Abords de routes	52	_____ \$
Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	53	_____ 103 649 \$
b) Dépenses d'investissement		
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	54	_____ \$
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été	55	_____ \$
c) Total des frais encourus admissibles	56	_____ 575 028 \$
d) Description des dépenses d'investissement		
▪ Relatives à l'entretien d'hiver :		
S/O		
▪ Relatives à l'entretien d'été :		
S/O		
e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :		
S/O		
f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :		
S/O		
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :		
a) Numéro de la résolution	57	_____ 2023-12-379
b) Date d'adoption de la résolution	58	_____ 2023-12-06

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2019-11-256
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-11-06
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 499
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 272
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Crédoiteurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 **Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 **La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 **Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-12-16

Nom du signataire : François Alexandre Guay

Fonction du signataire : Directeur général et greffier-trésorier

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2024-12-18 17:43

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus						
Fonctionnement	1	4 851 787	4 774 299	5 639 053	180 187	5 741 210
Investissement	2	101 710		416 147	92 553	508 700
	3	4 953 497	4 774 299	6 055 200	272 740	6 249 910
Charges	4	4 976 266	4 733 875	5 590 542	224 292	5 736 804
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(22 769)	40 424	464 658	48 448	513 106
Moins : revenus d'investissement	6	(101 710)(	)	( 416 147)(	92 553)(	508 700)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(124 479)	40 424	48 511	(44 105)	4 406
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	640 776		597 801	18 018	615 819
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(148 468)(	108 924)(	106 402)(	)	106 402)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(207 481)(	25 000)(	313 426)(	2 991)(	316 417)
Excédent (déficit) accumulé	12	552 327	93 500	292 757	1 549	294 306
Autres éléments de conciliation	13			459 489		459 489
	14	837 154	(40 424)	930 219	16 576	946 795
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	712 675		978 730	(27 529)	951 201

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 589 819	1 506 423	1 532 723
Débiteurs	2	3 395 756	3 306 644	3 380 431
Placements de portefeuille	3			
Autres	4	439 543		439 543
	5	5 425 118	4 813 067	4 913 154
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	3 463 656	3 312 213	3 312 213
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	2 223 229	2 695 309	2 911 497
	10	5 686 885	6 007 522	6 223 710
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(261 767)	(1 194 455)	(312 328)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	12 199 818	13 572 757	13 990 511
Autres	13	207 959	232 367	239 067
	14	12 407 777	13 805 124	14 229 578
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	872 838	1 598 252	1 524 582
Excédent de fonctionnement affecté	16	241 235	101 578	101 578
Réserves financières et fonds réservés	17	190 324	184 596	183 047
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	21 144)(	20 159)(	20 159)(
Financement des investissements en cours	19	(6 924)	(1 097 823)	(1 132 005)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	10 869 681	11 844 225	12 261 979
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	12 146 010	12 610 669	12 919 022

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

	2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪ Budget exercice et suivant	1.1	51 500
▪ Rés. égout et station pompage	1.2	
▪ Réseau d'eau	1.3	3 201
▪ Hon. prof. et autres dépenses	1.4	184 735
▪ Fond élections	1.5	5 000
	2	101 578
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	241 235
	4	101 578
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	5.1	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	7	176 180
Organismes contrôlés et partenariats	8	174 164
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Administration municipale	9	
Organismes contrôlés et partenariats	10	
Fonds local d'investissement	11	
Fonds local de solidarité	12	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	
Autres		
▪ Frais de refinancement	14.1	8 416
▪ DEP. DE FONCTIONNEMENT A FINANCER	14.2	(1 549)
	15	183 047
	16	284 625
		190 324
		431 559

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	2 861 201
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	2 861 201

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5		
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 762 005	1 793 347
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 550 208	1 670 308
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		1
	11	3 312 213	3 463 656

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	3 708 178	3 962 198	3 979 658	3 979 658
Compensations tenant lieu de taxes	13	10 992	9 760	11 054	11 054
Quotes-parts	14				
Transferts	15	371 410	256 414	463 305	477 421
Services rendus	16	197 338	147 018	198 230	281 667
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	495 342	392 409	457 025	457 025
Autres	18	68 527	6 500	529 781	534 385
	19	4 851 787	4 774 299	5 639 053	5 741 210
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	101 710		303 182	395 735
Autres	23			112 965	112 965
	24	101 710		416 147	508 700
	25	4 953 497	4 774 299	6 055 200	6 249 910

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	945 641	911 373	45 086	956 459	956 459	868 030
Sécurité publique							
Police	2	371 498	371 498		371 498	371 498	347 195
Sécurité incendie	3	202 633	202 766		202 766	202 766	189 749
Autres	4	72 146	57 802		57 802	57 802	56 429
Transport							
Réseau routier	5	1 141 846	1 019 110	329 238	1 348 348	1 348 348	1 288 141
Transport collectif	6	74 867	74 867		74 867	74 867	52 852
Autres	7						(1)
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	347 445	307 780	167 363	475 143	475 143	681 143
Matières résiduelles	9	354 699	344 464		344 464	344 464	329 443
Autres	10	99 597	107 111		107 111	107 111	114 639
Santé et bien-être	11	27 766	25 420		25 420	25 420	24 831
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	311 392	330 285	2 211	332 496	332 496	254 923
Promotion et développement économique	13	47 249	112 431		112 431	34 401	26 396
Autres	14		379 488		379 488	379 488	
Loisirs et culture	15	631 755	642 932	53 903	696 835	914 458	819 086
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	105 341	105 414		105 414	112 083	93 721
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	4 733 875	4 992 741	597 801	5 590 542	5 736 804	5 146 577
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		597 801 (	597 801)			
	21	4 733 875	5 590 542		5 590 542	5 736 804	5 146 577

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022		Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	101 710	416 147	92 553	508 700
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	989 679)(	2 050 740)(	129 726)(	2 180 466)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	442 065)(	13 102)(	)	13 102)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	604 284	220 300		220 300
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	207 481	313 426	2 991	316 417
Excédent accumulé	6	509 972	23 070		23 070
	7	(110 007)	(1 507 046)	(126 735)	(1 633 781)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(8 297)	(1 090 899)	(34 182)	(1 125 081)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14